



EDUCATION

REVUE DE PRESSE

EDUCATION : REVUE DE PRESSE DU 23 AU 27 MAI 2022- Edition 0048

Non-respect des accords : Le G7 déterre la hache de guerre



Académie de Bignona : reprise des cours dans le Nord Sindian



Accords Etat/Enseignants : La COSYDEP donne raison aux syndicats



REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Revalorisation salaires enseignants : L'UNA- PEES met l'Etat au défi

Depuis quelques jours, il y a une forme d'inquiétude qui gagne le personnel enseignant concernant le respect strict des accords signés avec le gouvernement sur la revalorisation des indemnités des enseignants. Au cœur des négociations, l'UNAPEES a exigé de l'Etat le respect strict de l'accord signé avec les syndicats d'enseignants. « Nous attendons d'ici la fin du mois pour pouvoir apprécier. Mais nous voulons informer l'opinion nationale et internationale que s'il y a des manquements relevant du gouvernement, nous allons le dénoncer pour que ce qui a été dit à l'occasion de ces accords puisse être respecté », déclare Abdoulaye Fané, président de la structure. « Les seules appréhensions que nous avons sont liées à des rumeurs selon lesquelles certains points de l'accord pourront être l'objet de fiscalisation ; hormis les indemnités de logement, les autres indemnités seront fiscalisées », a relevé M. Fané, craignant une reprise des grèves par les syndicats en cas de non-respect.

« REINE DES GRANDES ÉCOLES » : 14 can- didates en lice



Après deux ans de pause à cause du coronavirus, le concours de la "Reine des grandes écoles" aura lieu cette année. 14 candidates sont en lice pour la conquête de la couronne. Ces dernières ont démarré la compétition en présentant leurs différents projets aux membres du jury, a indiqué la Présidente du comité d'organisation, Vanessa Akwala, samedi dernier, lors d'une conférence de presse à Dakar. Les candidates seront notées sur la pertinence de leur projet et sur leur prise de parole en public, a-t-elle indiqué. Selon Vanessa Akawala, cette compétition, créée en 2012, fête ses dix ans d'existence.

Académie de Bignona : reprise des cours dans le Nord Sindian

Les cours ont repris dans la plupart des écoles du nord de l'arrondissement de Sindian, indique un communiqué de l'Inspection de l'éducation et de la formation du département de Bignona. Dans le document, l'IEF souligne toutefois que beaucoup d'élèves sont revenus, mais sans leurs outils de travail qu'ils ont perdu lors des déplacements survenus avec les récentes interventions de l'armée nationale dans les bases rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Mfcd). L'IEF de Bignona 1 a sollicité l'appui de ses partenaires pour les accompagner dans le processus. Un appel qui a eu un écho favorable auprès de l'Unicef, a-t-on indiqué. L'agence onusienne, selon l'IEF de Bignona, a réagi en mettant à la disposition des élèves et des écoles d'accueil, des kits scolaires, alimentaires et d'hygiène ainsi qu'une enveloppe financière pour leur prise en charge.

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Abdou Faty : « Nous sommes prêts pour faire face »

Quelques jours après une rencontre tenue avec la presse pour étaler leurs inquiétudes face aux agissements des autorités étatiques qui présagent un non-respect des accords signés en février dernier, des syndicats membres du G7 reviennent à la charge. Selon Abdou Faty, le secrétaire général du SELS/Authentique, « les premiers indices relativement aux accords signés entre le gouvernement et les enseignants en février dernier, nous démontrent que l'Etat du Sénégal n'est pas dans les dispositions de respecter sa parole. Une situation qui ne présage rien de bon car selon toujours ce dernier, « ce sera inadmissible et inacceptable. En tout cas, nous prenons l'opinion nationale et internationale à témoin, la société civile pour que nul n'en ignore. Nous n'accepterons pas que l'Etat du Sénégal recule d'un iota ».

Sunugox

Non-respect des accords : Le G7 déterre la hache de guerre

Les syndicats des enseignants déterrent la hache de guerre. Dans un communiqué parvenu à L'As, le secrétaire général du Saemss et ses camarades lancent un nouveau plan d'actions dont un débrayage à partir d'aujourd'hui et une grève totale samedi prochain. Débrayages mercredi et vendredi et grève totale le samedi. Plusieurs enseignants indiquent qu'ils n'ont pas reçu les montants promis par l'Etat du Sénégal. Ulcéré par cette situation, le secrétaire général du G7 demande aux deux entités de prendre leurs responsabilités. « Il faut que chacun prenne ses responsabilités. Nous avons déjà travaillé avec l'Etat sur la base d'un tableau très clair et très précis. Tout ce qu'on fera en dehors de ce tableau n'est que dilatoire et par conséquent, cela peut nous conduire dans des situations in contrôlées », affirme Saourou Sène.

Quotidien

ISM : Des enseignants réclament une revalorisation salariale

En conférence de presse, ce mardi à Dakar, des enseignants du Groupe ISM, membres du Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (Sudes), ont dénoncé quelques disparités dans leur accord d'entreprise. Ils demandent une actualisation de la grille salariale. D'après la Secrétaire générale adjointe du Sudes à l'ISM, Mame Yauto Faye, au lieu de corriger et d'actualiser la grille salariale des enseignants, celle-ci n'a fait que proposer la même grille salariale appliquée aux enseignants du secondaire dans le secteur privé. Mame Yauto Faye appelle à corriger et augmenter les salaires des enseignants car, dit-elle, « il est injuste, par parallélisme des formes, d'appliquer aux enseignants du supérieur le même traitement que leurs collègues du secondaire ».

Le Soleil

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Augmentation des salaires : La grosse déception des enseignants

En voilà une nouvelle qui est partie pour perturber durablement l'école publique. Les enseignants ont eu la mauvaise surprise de constater que l'Etat n'a pas respecté ses engagements à la fin de ce mois de mai. Les montants nets reçus ont été largement inférieurs aux sommes annoncées, indique Saourou Sène qui pense que le gouvernement se joue de l'école. Ainsi, le Cusems et le Saemss ont lancé immédiatement un plan d'actions qui donne une idée de la frustration. A partir de demain mercredi, il n'y aura presque plus de cours pour le reste de la semaine. Un débrayage est programmé mercredi et vendredi à partir de 9h, alors que le samedi, une grève totale sera observée. La semaine prochaine démarre sur le même tempo avec un débrayage lundi et mardi suivi d'une assemblée générale. Les enseignants vont également boycotter toutes les évaluations ainsi que les examens.

Augmentation des salaires : Enseignants et Etat ne voient pas le même bulletin



« Surpris » du 11ème plan d'actions des syndicats d'enseignants, le gouvernement réfute le motif de leur grève. Il a respecté tous ses engagements financiers contenus dans l'accord conclu avec les syndicats représentatifs d'enseignants, le 26 février dernier. Déclaration faite, ce mercredi, par le ministre des Finances et du budget, en conférence de presse. « Jusqu'ici, aucun dysfonctionnement d'ordre financier d'un quelconque point de l'accord n'a été porté à l'attention des services de la Direction générale du budget », assure Abdoulaye Daouda Diallo. D'après ce dernier, « au total, c'est un effort financier sans précédent qui a été fait en faveur des enseignants, malgré le contexte de crise économique mondiale et pris en compte dans la loi de finance rectificative 2022.

Mamadou Ngom, fiscaliste : « L'augmentation d'un salaire doit être imposée »

Le débat sur l'imposition de l'augmentation des salaires fait débat depuis quelques jours. Pour l'économiste-fiscaliste, Mamadou Ngom, l'augmentation d'un salaire doit être imposée. « L'Etat peut accorder une augmentation salariale, mais il est également tenu de l'imposer. C'était le cas avec le corps des magistrats », a indiqué Mamadou Ngom, au téléphone. Pour lui, cette mesure est régie par le principe de l'universalité fiscale qui veut que tous les travailleurs subissent les mêmes rigueurs fiscales. Cependant, souligne M. Ngom, si l'Etat veut accorder une exonération fiscale à des agents d'un secteur, il va falloir passer par l'Assemblée nationale. « L'augmentation doit être imposée. L'exonération n'est pas du ressort du Ministre des Finances et du Budget. Elle doit être votée par l'Assemblée nationale, a dit Mamadou Ngom.

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Accords Etat/Enseignants : La COSYDEP donne raison aux syndicats

La Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education publique (COSYDEP), partie prenante des négociations, prend le contrepied du gouvernement qui soutient mordicus avoir respecté les accords signés avec les syndicats d'enseignants. Face à la presse hier, jeudi 26 mai, le Bureau du Conseil d'Administration qui s'est réuni la veille en séance ordinaire sur le contexte socio-éducatif actuel, a donné raison aux syndicats d'enseignants. « Durant toutes les plénières, notamment la dernière qui a duré près de 15 tours d'horloge, les syndicats n'ont cessé de demander au gouvernement de préciser le net à percevoir après toutes les opérations fiscales. Cette question avait reçu une réponse claire de la part du gouvernement qui confirmait que les montants indiqués dans le tableau présenté étaient les nets d'impôts », a fait savoir le Directeur exécutif de la COSYDEP, Cheikh Mbow.

Sud Quotidien

Accès à l'éducation : 93 pays du monde loin du compte

L'éducation est un droit universel qui est menacé. En effet, 93 pays dans le monde sont dans l'incapacité de garantir un accès à l'éducation aux enfants. C'est Cheikh Mbow, le Directeur exécutif de la Cosydep, qui en a fait l'annonce hier. Cette situation est la conséquence des crises économique, environnementale, sociale et militaire, a déclaré Cheikh Mbow hier, lors de la cérémonie d'ouverture de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (Smae). Le thème choisi cette année est : «La protection de l'éducation en situation d'urgences.» Pour le chargé des programmes de la Cosydep, Abdou Diaw, «on est dans un monde totalement bouleversé. Il change rapidement et se complique davantage. Le monde est traversé par des crises alimentaire, économique et militaire. L'éducation, étant un droit universel, on devrait faire en sorte qu'elle soit effective en toutes circonstances ».

Le Quotidien

Des journalistes en formation sur l'économie verte inclusive

Le Centre d'études des sciences et techniques de l'Information (CESTI) en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), organise, à partir de lundi, une série de formation sur l'économie verte inclusive au profit des journalistes et étudiants en journalisme, a appris l'APS. Selon un communiqué parvenu jeudi, à l'APS, cette formation qui entre dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur de l'économie verte (PAGE), s'inscrit dans la dynamique de la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent Vert (PSE-Vert) et de la relance socio-économique post-Covid-19. Les journalistes suivront la formation du 23 au 25 mai prochain.

APS

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Des experts réfléchissent sur "Le nécessaire journalisme scientifique"

L'apparition de la pandémie à Coronavirus a montré que les médias devaient davantage s'intéresser à la science afin de bien aborder des articles à caractère scientifiques. Au cours d'un colloque sur le thème : "Le nécessaire journalisme scientifique", organisé par le réseau Theophraste, en collaboration avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), Jean-François Raskin, président du Réseau a assuré que même si le temps de la science n'était pas celui des médias, aujourd'hui, les deux avaient besoin de s'adapter selon les attentes du marché de l'information. "Il y a aujourd'hui une urgence à avoir des médiateurs entre le monde scientifique et le grand public. C'est aussi une exigence démocratique".

Seneweb

Création d'un Centre de formation aux métiers portuaires

Le Port autonome de Dakar et les mairies de Diass, de Yène et Ndayane Popenguine ont signé hier à Yène un protocole d'accord pour la création d'un Centre de formation aux métiers portuaires dans la zone qui va abriter le futur port de Ndayane. Le protocole d'accord a été paraphé lors d'une cérémonie présidée par le Président du Conseil d'administration Moussa Sy, par le directeur général du Port autonome de Dakar Aboubacar Sédikh Bèye, du maire de Ndayane Popenguine Mansour Thiandoum et les représentants des maires de Diass et de Yène. Le futur Centre de formation des métiers portuaires sera piloté par la directrice du Centre de formation aux métiers portuaires et à la Logistique dirigée par Mme Awa Ndiaye Sagna qui a participé à la cérémonie.

Dakaractu

Programme Relit : L'appel du directeur de l'Ineade

Le programme de Renforcement de la lecture initiale pour tous (Relit), qui cible les élèves de Ci, Cp, de la grande section, du préscolaire, ainsi que les parents et la communauté à travers les Comités de gestion d'école (Cge), a été lancé dans l'académie de Fatick, le lundi 23 mai 2022, après les étapes de Saint-Louis, Tambacounda, Kédougou, Matam, Louga et Diourbel. Profitant de ce moment privilégié de partage, le directeur de l'Institut national d'étude et d'action pour le développement de l'éducation (Ineade) a invité les différents acteurs concernés à faire preuve d'engagement dans la mise en œuvre de ce programme d'une durée de cinq ans (2021-2026), en vue de l'atteinte des objectifs visés. Un appel qui, fort heureusement, a rencontré l'assentiment de toutes les parties prenantes qui se sont engagées à ne ménager aucun effort pour la réussite de ce programme qui entre dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de l'Education nationale et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid).

Le Quotidien

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Formation du personnel enseignant : Déploiement de la 2e phase de IFADEM

Lancée en 2006, l'Initiative franco-phonie pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) incarne l'engagement de la Francophonie à contribuer à l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages par le renforcement des compétences professionnelles des enseignant(e)s de l'éducation de base et des personnels de supervision, prioritairement en milieu rural. Cet appui financé par la Coopération Belge au Développement s'est concrétisé par la formation de 1 500 enseignant(e)s des académies de Fatick, Kaolack, Kaffrine et Thiès, entre 2017 et 2021.

UIDT de Thiès : personnel technique et étudiants se radicalisent

La tension était tendue ce mercredi matin à l'Université Iba Der Thiam de Thiès. En effet, le Personnel technique et étudiants ont fait face aux forces de l'ordre. Des entreprises en charge des travaux de finition étaient venues dans l'université pour procéder à la réception provisoire des travaux qui ont trop duré mais des professeurs et étudiants s'y sont opposés selon les informations de nos confrères de Emedia. Selon les professeurs et les étudiants de l'université, les travaux sont loin d'être finis. Ils ont ainsi fait face aux forces de l'ordre. «Les réunions hebdomadaires de chantiers entre ces trois structures ont pourtant montré que les travaux sont encore inachevés. Pourquoi alors précipiter cette réception ? Peut-être pour permettre à l'entreprise de récupérer le montant de la garantie de bonne exécution d'un montant de plus de 350 millions, qui, conformément au contrat et à l'article 119 du décret 2014-1212 du 22 septembre 2014, est libérée dès la réception provisoire des travaux.

Cames : La RDC de retour comme membre effectif

Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) tient sa 39e session ordinaire, du 26 au 27 mai, en République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'une rencontre qui regroupe des ministres de la Recherche scientifique et de l'Enseignement supérieur et universitaire des pays membres du Cames et des experts. Chaque année, il se tient une importante réunion des ministres africains en charge du Cames, une institution qui fonctionne en quelque sorte comme un organisme de coordination des problèmes de l'enseignement supérieur dans les pays d'expression française d'Afrique et de Madagascar. L'idée de sa création remonte aux premières années des indépendances. Pour 2022, le choix a été porté sur la RDC pour tenir la session ordinaire, la 39e de son histoire. Par ailleurs, cette édition marque aussi le retour effectif du pays dans le fonctionnement du Cames.

REVUE DE PRESSE 48

DU 23 AU 27 MAI 2022

Guinée : Faux bon de la ministre de l'Enseignement su- périeur aux étu- diants

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Dr Diaka Sidibé, a fait un faux bond aux étudiants de l'Université de N'Zérékoré ce lundi 23 mai. Après une première visite le matin, elle devrait y retourner avec six autres ministres pour échanger avec les étudiants. La salle qui devait accueillir les invités était aménagée pour l'occasion et il y avait de l'animation musicale assurée par le service de presse de l'université. Après plusieurs heures d'attente, les étudiants ont été informés que finalement la ministre ne viendra pas. Motif, certains ministres, qui avaient exprimé le désir de venir, ne pouvaient pas faire le déplacement cet après-midi. Elle a donc décidé de reporter cette rencontre.

Guineenews

HEC Paris : « Nous vou- lons accueillir plus de talents africains sur notre campus »

A l'occasion d'une mission d'HEC Paris au Sénégal, le Directeur des Affaires internationales M. Philippe Oster a fait part le lundi 16 mai à Dakar du souhait de cet établissement français d'excellence d'être un acteur de la formation et du développement des compétences en Afrique. Il s'exprimait à l'occasion d'une soirée donnée en l'honneur de la communauté d'HEC Paris au Sénégal. Parmi les invités d'honneur, deux des premiers diplômés d'HEC Paris au Sénégal : l'ancien Premier ministre M. Abdoul Mbaye (HEC 76) et l'ancien Ambassadeur du Sénégal en Inde, M. Amadou Moustapha Diouf (HEC 75). « Nous voulons aussi accueillir plus de talents africains sur notre campus, et bien entendu plus d'étudiants sénégalais », a-t-il dit.

Agence Ecofin

Etats-Unis : Un tireur tue 19 écoliers au Texas

Un adolescent de 18 ans a ouvert le feu, mardi 24 mai, dans une école primaire au Texas, tuant 19 jeunes élèves et deux adultes, un drame qui a replongé l'Amérique dans un cauchemar chronique, Joe Biden exhortant à un sursaut pour réguler les armes à feu. "Quand, pour l'amour de Dieu, allons-nous affronter le lobby des armes ?" a lancé le président américain dans une allocution solennelle à la Maison Blanche, se disant "écœuré et fatigué" face à la litanie des fusillades en milieu scolaire. Les mobiles de cette attaque, l'une des pires dans une école depuis des années, sont pour l'instant inconnus. La fusillade s'est produite à l'école primaire Robb, à Uvalde, une ville située entre San Antonio et la frontière mexicaine. D'après les informations du New York Times, 90% des élèves de l'école attaquée sont d'origine latino-américaine et 87% sont "économiquement désavantagés".

Francetvinfo